



Déclaration de la FSU au CDEN du 8 octobre 2020

A défaut d'un plan d'urgence pour l'éducation, le gouvernement a poursuivi la même politique libérale et s'est refusé à préparer une rentrée scolaire qui prenne en compte la fin d'année inédite que nous avons vécue et les difficultés de nombreux élèves qui ont été éloignés de l'école pendant plusieurs mois.

La FSU n'a eu de cesse de demander au Ministre des recrutements supplémentaires pour accompagner les élèves les plus faibles, d'alléger les effectifs pour lutter contre le décrochage scolaire et permettre de consolider des acquis et assurer un meilleur suivi, et des aménagements dans les programmes pour répondre aux nécessités de la crise sanitaire...Mais le Ministre est resté sourd !

Un investissement dans le service public d'Éducation aurait montré que le Ministre et la politique du gouvernement avaient à cœur de pallier les inégalités scolaires. Les grands discours présidentiels les soirs de confinement qui promettaient une « réinvention pour le jour d'après » y auraient trouvé un peu de sincérité...mais au lieu de cela les dernières annonces du Ministre prévoient des suppressions d'emplois programmées dans le second degré pour la rentrée 2021 (-1800 postes), la poursuite à marche forcée des réformes des lycées, et la modification de la carte de l'éducation prioritaire entre autres

En ce qui concerne ce premier CDEN, la FSU rappelle qu'une fois encore nous avons été obligés de travailler dans l'urgence pour examiner des documents importants pour la préparation de la prochaine rentrée. Dans l'intérêt de tous, **des délais décents** (10 jours ouvrables avant la convocation de l'instance) doivent être respectés afin que le CDEN ne se transforme pas en chambre d'enregistrement !

Concernant la sectorisation de Mandrevillars, point mis à l'ordre du jour, nous déplorons de ne pas avoir pu consulter ces documents. Mais c'est aussi l'occasion pour nous d'insister sur **la nécessité de revoir de façon urgente la sectorisation sur la ville de Belfort** afin de pouvoir rééquilibrer certains collèges en souffrance (Chateaudun et Vauban pour ne citer qu'eux).

Pour ce qui est de la répartition du budget pour la rentrée 2021, **la FSU s'interroge** sur la reconduction du dispositif d'écêtement. Si **elle** a toujours dénoncé la thésaurisation de l'argent public, elle aimerait savoir si la situation de confinement qui a bloqué le fonctionnement des CA dans les établissements pour le vote des projets financés sur fonds propres a été prise en compte ? **La FSU demande que cette situation inédite ne soit pas écartée de l'examen de la répartition du budget.**

Elle déplore aussi qu'aucun rattrapage de l'inflation cumulée sur les forfaits fixes n'ait été fait. (Entre 2017 et 2020 il s'élèverait à 5,1%.)

Enfin la FSU exprime sa très grande inquiétude face à la baisse surprenante des effectifs prévus à la rentrée (-81 élèves), notamment dans deux collèges particulièrement touchés de Belfort, avec pour conséquences probables des suppressions d'heures, voire de postes (-4 postes). Elle espère que ce CDEN pourra lui apporter des réponses.